

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL.

N° : 500-06-000632-121

DATE : 27 juin 2025

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE DONALD BISSON, J.C.S. (JB4644)

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

c.

LG CHEM LTD., et al.

Défenderesses

**RICEPOINT ADMINISTRATION INC.
FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

Mis en cause

JUGEMENT

(Sur demande pour obtention d'un jugement de clôture)

Table des matières

| | |
|--------------------------------------|---|
| 1. Introduction..... | 1 |
| 2. Contexte procédural | 2 |
| 3. La distribution | 3 |
| 4. Analyse et discussion | 5 |
| POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL : | 5 |

1. INTRODUCTION

[1] Dans le cadre d'une action collective dont les règlements ont été approuvés par jugements, le Tribunal est saisi d'une Demande de la Demanderesse Option Consommateurs

pour l'obtention d'un jugement de clôture (la « Demande »), présentée en vertu de l'article 130 des *Directives pour tous les districts de la Cour supérieure de la division de Montréal - 10 février 2025*. Les Défenderesses et le mis en cause Fonds d'aide aux actions collectives s'en remettent au Tribunal quant au sort de la Demande.

[2] Par sa Demande, la Demanderesse rend compte de la mise en œuvre et de l'exécution de la distribution dans le cadre des règlements approuvés dans le présent dossier et recherche l'obtention d'un jugement de clôture.

[3] La Demande est accompagnée d'une déclaration sous serment de Me Marjorie Boyer du 18 juin 2025 ainsi que des Pièces R-1 et R-2.

2. CONTEXTE PROCÉDURAL

[4] Des actions collectives ont été intentées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique alléguant que certains fabricants de piles rechargeables au lithium-ion (ci-après, les « Piles ») et leurs sociétés affiliées ont comploté afin de fixer les prix des Piles au Canada. Ce complot aurait eu pour effet de restreindre indûment la concurrence et de gonfler artificiellement le prix des Piles et des produits équipés de Piles.

[5] Ainsi, outre le présent dossier, des actions collectives similaires ont été entreprises à l'échelle nationale dans les affaires suivantes (ci-après, collectivement et avec le présent dossier, les « Actions ») :

a) *Khurram Shah and Alpina Holdings Inc. v. LG Chem, Ltd et al.*, Ontario Superior Court of Justice, Court File No. CV-13-483540-00CP; et

b) *Jonathan Cruz v. LG Chem, Ltd. et al.*, Supreme Court of British Columbia, Vancouver Registry, Court File No VLC-S-128141.

[6] Dans le cadre des Actions, les Avocats de la Demanderesse travaillent conjointement avec les cabinets Camp Fiorante Matthews Mogerman LLP en Colombie-Britannique et Sotos LLP et Siskinds LLP en Ontario (ci-après, collectivement avec les Avocats de la Demanderesse : les « Avocats en demande »).

[7] Par jugement du 7 juin 2017¹, la Cour supérieure du Québec a autorisé la Demanderesse à exercer une action collective contre les Défenderesses Samsung SDI Co. Ltd. et Samsung SDI America Inc., contre les Défenderesses Sony Corporation, Sony Energy Devices Corporation, Sony Electronics, Inc. et Sony of Canada Ltd., contre les Défenderesses LG Chem, Ltd. et LG Chem America, Inc., et contre les Défenderesses Panasonic Corporation, Panasonic Corporation of North America et Panasonic Canada Inc. (ci-après, collectivement : « Panasonic ») pour le compte d'un groupe composé de :

Toute personne qui a acheté au Québec entre le 24 février 2004 et le 30 septembre 2008 une ou des Piles [...] ou un ou des produits équipés d'une ou de plusieurs

¹ *Option Consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2017 QCCS 3569 (j. Claudine Roy).

Piles, à l'exclusion toutefois des Piles destinées à être installées dans une automobile ou dans tout autre véhicule et des véhicules équipés de telles piles.

[8] Depuis le début des procédures et principalement depuis le jugement d'autorisation du 7 juin 2017, les Avocats en demande ont conclu des transactions à portée nationale avec l'ensemble des Défenderesses visées dans les Actions. Ces transactions ont par ailleurs toutes été approuvées par les tribunaux canadiens concernés, incluant la Cour supérieure du Québec².

[9] Les sommes découlant de l'ensemble des transactions intervenues dans le cadre des Actions totalisent 21 326 659,67 \$.

3. LA DISTRIBUTION

[10] Dans la foulée de l'approbation de la transaction avec Panasonic, les tribunaux du Québec et de l'Ontario ont approuvé un protocole de distribution (ci-après, le « Protocole », Pièce R-1) ainsi que la nomination de Ricepoint Administration Inc., (ci-après, « Ricepoint »), faisant maintenant affaire sous le nom « Verita Global », pour agir à titre d'administrateur des réclamations dans le contexte de la distribution aux membres du groupe des sommes obtenues dans le cadre des transactions intervenues, tel qu'il appert notamment du jugement de la Cour supérieure du 27 janvier 2021³.

[11] Le Rapport final d'administration a été produit par Ricepoint en date du 6 juin 2025 (Pièce R-2, le « Rapport final »).

[12] Comme plus amplement détaillée dans la *Demande d'approbation de distribution du reliquat* datée du 14 février 2025 et dans le Rapport final Pièce R-2, la distribution des sommes découlant des transactions s'est déroulée comme suit :

- a) Les membres du groupe avaient du 17 août 2021 au 17 décembre 2021 pour soumettre leur réclamation pour leurs achats de Piles et de Produits équipés de Piles (ci-après, la « Période de réclamation »);
- b) Durant la Période de réclamation, une campagne nationale d'avis aux membres a été déployée afin de rejoindre les membres du groupe, en conformité avec le plan de diffusion des avis aux membres qui a été approuvé par la Cour supérieure dans un jugement du 27 novembre 2020⁴;
- c) Ricepoint a reçu un total de 236 867 réclamations durant la Période de réclamation, soit 233 553 réclamations sans preuve d'achat (« Réclamations non documentées ») et 3 314 réclamations appuyées d'une preuve d'achat suffisante (« Réclamations documentées »). De ce nombre, 204 493 Réclamations non

² Voir : *Option Consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2018 QCCS 6094; *Option Consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2018 QCCS 6096; *Option Consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2019 QCCS 2949; *Option Consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2021 QCCS 211.

³ *Option Consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2021 QCCS 211.

⁴ *Option Consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2020 QCCS 3987.

documentées et 3 273 Réclamations documentées (représentant 19 887 460,75 points) ont été approuvées, soit un total de 207 766 réclamations;

d) Aucun appel n'a été déposé;

e) Après déduction des honoraires et déboursés des Avocats en demande, des coûts de l'administration, des avis aux membres et des taxes, le montant net disponible pour les indemnités aux membres du groupe était de 13 438 130.16 \$;

f) Plusieurs rondes de distribution des paiements ont eu lieu au cours de l'année 2022 en paiement des Réclamations non documentées, au cours desquelles Ricepoint a finalement distribué un montant total de 3 987 108 \$ aux réclamants ayant soumis une Réclamation non documentée valide;

g) Après paiement des Réclamations non documentées, Ricepoint disposait d'une somme de 9 451 022,16 \$ pour la distribution aux Réclamations documentées. Ainsi, la valeur de chaque point était de 0,47 \$ (9 451 022,16 \$ / 19 887 460,75 points); et

h) Les derniers chèques transmis ont expiré le 16 septembre 2023.

[13] Suivant le processus de distribution des sommes obtenues au terme des transactions intervenues, un solde de 220 307,62 \$ subsistait (le « Reliquat »), lequel est constitué des montants suivants, plus amplement décrits au Rapport final Pièce R-2 :

a) 51 432,29 \$ résultant des chèques et les virements électroniques non encaissés en paiement des réclamations admissibles jusqu'au 25 janvier 2025;

b) 110 471,78 \$ résultant de la réserve constituée pour le paiement des taxes reliées à l'administration de la distribution;

c) 28 043,42 \$ provenant d'une réserve pour le paiement de potentiels frais de Ricepoint; et

d) 30 360,13 \$, en intérêts accumulés en 2023 et 2024, moins le paiement des taxes sur les intérêts accumulés en 2023 et 2024.

[14] Le 14 février 2025, la Demanderesse a présenté une *Demande d'approbation de distribution du reliquat* afin d'obtenir des instructions nécessaires à la distribution du Reliquat.

[15] Le 26 mars 2025⁵, le Tribunal a accueilli cette demande et a autorisé la distribution du Reliquat de la manière suivante :

a) La remise au Fonds d'aide aux actions collectives de la portion du reliquat lui étant attribuable en application du *Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives*⁶, soit d'un montant de 25 335,38 \$; et

⁵ *Option Consommateurs c. LG Chem Ltd.*, 2025 QCCS 937.

⁶ RLRQ, c. F-3.2.0.1.1, r.2.

b) La remise du solde du Reliquat à l'organisme à but non lucratif Pro Bono Canada à titre de contribution à sa mission, soit d'un montant de 194 972,24 \$.

[16] En avril 2025, Ricepoint a procédé à l'envoi des chèques au Fonds d'aide aux actions collectives et à Pro Bono Canada et a obtenu par la suite la confirmation de réception desdits chèques, respectivement le 24 avril 2025 et le 13 mai 2025, comme on peut le lire au Rapport final Pièce R-2.

4. ANALYSE ET DISCUSSION

[17] À partir de ce qui précède, le Tribunal constate que les transactions ont été dûment mises en œuvre et exécutées. Dans ces circonstances, le Tribunal est d'accord pour émettre le Jugement de clôture. Le Tribunal rappelle que le jugement de clôture en action collective est une création jurisprudentielle, qui est désormais supportée par l'article 130 des *Directives pour tous les districts de la Cour supérieure de la division de Montréal - 10 février 2025*. Les renseignements fournis par la Demanderesse sont ceux qui sont requis par l'article 130.

[18] Le Tribunal note que les Avocats de la Demanderesse s'engagent à inscrire le présent jugement au Registre des actions collectives.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[19] **ACCUEILLE** la *Demande pour l'obtention d'un jugement de clôture*;

[20] **APPROUVE** la reddition de compte de l'administrateur des réclamations Ricepoint Administration Inc. contenue dans la *Demande pour l'obtention d'un jugement de clôture* et supportée par le Rapport final d'administration produit par Ricepoint Administration inc. en date du 6 juin 2025, Pièce R-2, joint comme annexe au présent jugement;


[21] **CONSTATE** que le Reliquat a été entièrement et adéquatement distribué;

[22] **PREND ACTE** de l'engagement des Avocats de la Demanderesse d'inscrire le jugement à être rendu au Registre des actions collectives;

[23] **DÉCLARE** que les parties se sont acquittées de leurs obligations découlant des transactions et des jugements approuvant ces transactions;

[24] **PRONONCE** la clôture de la présente action collective;

[25] **LE TOUT**, sans frais de justice.



DONALD BISSON, J.C.S.

M^e Jean-Philippe Lincourt, M^e Marjorie Boyer
BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.
Avocats de la Demanderesse

M^e Dana M. Peebles
McCARTHY TÉTRAULT S.E.N.C.R.L., S.R.L.
Avocat des Défenderesses
Sony Corporation, Sony Energy Devices Corporation, Sony Electronics, Inc. et
Sony of Canada Ltd.

M^e Simon Jun Seida
BLAKE, CASSELS & GRAYDON S.E.N.C.R.L.
Avocat des Défenderesses Samsung SDI Co. Ltd. et Samsung SDI America, Inc.

M^e Nicholas Rodrigo
DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG S.E.N.C.R.L., S.R.L.
Avocat des Défenderesses LG Chem Ltd. et LG Chem America, Inc.

M^e Vincent de l'Étoile
LANGLOIS AVOCATS, S.E.N.C.R.L.
Avocat de Panasonic Corporation, Panasonic Corporation of North America,
Panasonic Canada Inc., Sanyo Electric Co. Ltd.

M. Brett Parker
RICEPOINT ADMINISTRATION INC. (VERITA GLOBAL)
Administrateur des réclamations

M^e Jennifer Lemarquis, M^e Nathalie Guilbert
FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
Avocates du Mis en cause

Date d'audition : 20 juin 2025 (sur dossier)

SWORN DECLARATION

I, Brett Parker, of the professional address 1480 Richmond Street, London, in the province of Ontario, SWEAR THAT:

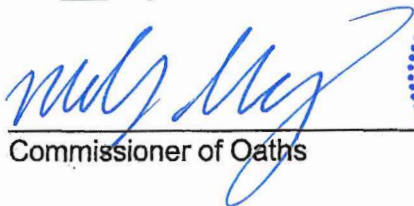
1. I am a Director of Operations at Verita Global f/k/a RicePoint Administration Inc., a class action administration, advertising, notification, and notice plan firm located in London, Ontario, working in claims and settlement administration;
2. Attached is the final Claims Administration Report in the Canadian Lithium Ion Batteries Class Action ("**Final Report**");
3. I have knowledge of the matters I depose in the Final Report. Where that knowledge is based on information I have obtained from others, I have indicated the source of that information and believe that information to be true.

AND I HAVE SIGNED:



 BRETT PARKER

SWORN BEFORE ME, by technological means, in Montréal, Province of Québec, this 17 day of June, 2025.



 Commissioner of Oaths



CLAIM ADMINISTRATION REPORT

Administration: Canadian Lithium Ion Batteries Price-Fixing Class Action

Date of Report: June 6, 2025

Prepared For: Linda Visser (Siskinds LLP)
Bridget Moran (Siskinds LLP)
Michelle Segal (Camp Fiorante Matthews Mogerman)
Jean-Marc Leclerc (Sotos LLP)
Jean-Philippe Lincourt (Belleau Lapointe)
Marjorie Boyer (Belleau Lapointe)

Prepared By: Brett Parker (Verita Global f/k/a RicePoint Administration Inc.)

Overview

This is a final report on the Claims Administration of the Lithium Ion Batteries (LIB) class action.

Where capitalized terms are used in this report, such terms have meanings ascribed to them as in the Distribution Protocol. Attached as Schedule A is a copy of the Distribution Protocol.

Timeline of the Claims Administration

- Claims Filing Deadline – December 17, 2021
- First distribution to Undocumented Claims – April 4, 2022
- Deficiency notices to Undocumented Claims – June 2, 2022
- Deficiency notices to Documented Claims – June 21, 2022
- Decision Notices – September 1, 2022
- Deadline for Documented Claims to appeal – October 30, 2022
- Distribution to Documented Claims and remaining Undocumented Claims – December 21, 2022
- Last payments stale-dated – November 14, 2023
- Cy près distribution April 11, 2025

Number of Class Members

Although we do not have exact numbers, based on the nature of the product, we expect that virtually every Canadian business and adult would have been a class member. LIB are used in laptop computers, tablet computers, e-book readers, MP3 players, personal digital assistants, handheld GPS, handheld video players, cellphones, smartphones.

Notice

Direct notice of the settlement distribution was disseminated to putative class members in the following manner:

- Short-Form Notice via mail to 213,181 putative class members
- Short-Form Notice via email to 162,055 putative class members

This included:

- Settling Defendants' direct purchaser customers, to the extent the information was provided to Class Counsel under the terms of the settlement agreements;
- Anyone who registered to receive updates about the class action.

RicePoint was not involved in the implementation of the indirect notice. Class Counsel has advised that indirect notice was disseminated via:

- The following industry associations, requesting voluntary distribution to their membership:
 - Canadian Information Processing Society
 - Réseau ACTION TI
 - Retail Council of Canada
 - Conseil Québécois du commerce de détail (Quebec Council of Retail Trade)
- A press release
- Social media ads on:
 - Google Search Network
 - Google Display Network
 - Facebook
 - Instagram
 - YouTube

The social media campaign was implemented by Northern Commerce Inc. Class Counsel advised that the campaign performed as follows:

| Platform | Clicks | Impressions (how many times the ad was served up) | Spend* | Conversions (Clicks that resulted in a claim) | Cost per conversion |
|------------------------------|--------|--|-------------|--|---------------------|
| Google (includes YouTube) | 12,595 | 2,694,968 | \$10,998.95 | 2,640 | \$4.17 |
| Facebook | 62,321 | 3,155,910 | \$39,853.43 | 19,899 | \$2.00 |
| Total | 74,916 | 5,850,878 | \$50,852 | 22,539 | \$2.26 |

*Does not include Northern’s fee for designing the digital notices or monitoring the campaign.

Opt-Out and Objection

Class Counsel have advised that there were no opt outs or objections.

Claims Received

The Distribution Protocol contemplated two types of claims. Class Members that filed “Undocumented Claims” were not required to provide proof of purchase but were limited to receiving \$20 in settlement benefits. Class members who filed “Documented Claims” were able to file for more than \$20 in settlement benefits, but had to provide purchase information using either purchase information provided by the Defendants in accordance with the terms of their settlements or provide their own purchase records. The value of Documented Claims was calculated based on an assigned point value for each eligible LIB/LIB Product and the class member’s position in the distribution chain (see paragraph 12 of the Distribution Protocol).

A total of 236,867 claims were filed. A breakdown of the claims is as follows:

| Total Claims | |
|-----------------------|----------------|
| Type | Number |
| "Undocumented Claims" | 233,553 |
| "Documented Claims" | 3,314 |
| Total | 236,867 |

Deficiency and Review Process

Undocumented Claims were subject to review for out of country and duplicative or fraudulent claims. The results of the review were as follows:

| Undocumented Claims | |
|----------------------------|----------------|
| Eligibility | Number |
| Approved | 202,658 |
| Deficient | 30,872 |
| Rescind | 23 |
| Total | 233,553 |

Deficient claims were issued notice and provided an opportunity to rectify the deficiency, failing which the claim may be denied. Deficiency responses were reviewed, and a decision was made to approve or reject the claim. The results of the deficiency notice were as follows:

| Undocumented Claims - Deficient Claims | |
|---|---------------|
| Eligibility | Number |
| Approved | 1,835 |
| Rejected | 29,037 |
| Total | 30,872 |

Documented Claims were subject to the same review as Undocumented Claims. In addition, pursuant to the Distribution Protocol, Documented Claims were reviewed for proof of purchase when claims were supported by a declaration, the top 15% of claims and at least an additional random selection of 10% of other claims. The results of the review of Documented Claims were as follows:

| Documented Claims | |
|---|---------------|
| Eligibility | Number |
| Approved | 3,218 |
| Deficient - Out of Country or Duplicative | 17 |
| Deficient - Proof of Purchase | 74 |
| Rescind | 5 |
| Total | 3,314 |

Deficient claims were issued notice and provided an opportunity to rectify the deficiency, failing which the claim may be denied. Deficiency responses were reviewed, and a decision was made to approve or reject the claim. The results of the deficiency notice were as follows:

| Documented Claims - Deficient Claims | |
|---|---------------|
| Eligibility | Number |
| Approved | 55 |
| Rejected- Out of Country or Duplicative | 4 |
| Rejected - Proof of Purchase | 32 |
| Total | 91 |

Eligible Claims

In summary, after the review described above, the following claims were eligible to settlement benefits:

| Eligible Claims | | |
|------------------------|----------------|----------------------|
| Type | Number | Point Total |
| "Undocumented Claims" | 204,493 | N/A |
| "Documented Claims" | 3,273 | 19,887,460.75 |
| Total | 207,766 | 19,887,460.75 |

Eligible Claims broken down by province and territory:

| Province/Territory | Count of Approved Claims |
|---------------------------|---------------------------------|
| Quebec | 127,534 |
| Ontario | 53,711 |
| British Columbia | 13,323 |
| Alberta | 6,014 |
| Nove Scotia | 1,909 |
| Manitoba | 1,811 |
| New Brunswick | 1,286 |
| Saskatchewan | 1,155 |
| Newfoundland and Labrador | 657 |
| Prince Edward Island | 238 |
| Yukon | 91 |
| Northwest Territories | 28 |
| Nunavut | 9 |
| Total | 207,766 |

Ineligible Claims

Claims were rejected because they were duplicate, rescinded, failed to respond to deficiency notice or did not provide adequate proof of purchase:

| Rejected Claims | | |
|-----------------------|---------------|-------------------|
| Type | Number | Point Total |
| "Undocumented Claims" | 29,060 | N/A |
| "Documented Claims" | 41 | 128,048.00 |
| Total | 29,101 | 128,048.00 |

Appeal Process

Settlement Class Members were permitted to appeal the Claims Administrator’s decision within thirty (30) days from the date of the Decision Notice, subject to paragraphs 43 – 50 of the Distribution Protocol. No appeals were made by Settlement Class Members.

Distribution of Settlement Benefits

A total of \$21,346,585.76 was available in settlement funds paid by the defendants. Pursuant to the Distribution Protocol, Undocumented Claims were paid first and received a payment of \$20. The total settlement amount distributed to Undocumented Claims was \$3,987,108. After Undocumented Claims were paid the remaining Net Settlement Amount was \$9,451,022.16. This settlement amount was distributed *pro rata* based on the value of the qualifying Settlement Class Member’s Point Total as against the value of all qualifying Settlement Class Members’ Point Totals being 19,887,460.75. This resulted in each approved Documented Claim receiving \$0.47 per point. No Documented Claim was paid less than \$20. The below is a breakdown of the settlement amount paid to the two claim types:

| Total Settlement Benefits Paid | |
|--------------------------------|----------------------|
| Type | \$ Value |
| "Undocumented Claims" | 3,987,108.00 |
| "Documented Claims" | 9,451,022.16 |
| Total | 13,438,130.16 |

The payment amounts to Settlement Class Members breakdown as follows:

| | |
|--|---|
| Largest amount distributed to a class member | \$4,140,157.98 |
| Smallest amount distributed to a class member | \$18 (\$20, less \$2 to reflect partial cost of mailing a cheque) |
| Average amount distributed to class members (including documented and undocumented claims) | \$64.68 |

| | |
|---|------------|
| Median amount distributed to class members (including documented and undocumented claims) | \$20 |
| Average amount distributed to class members (documented claims only) | \$2,887.57 |
| Median amount distributed to class members (documented claims only) | \$20 |

Cashing of Settlement Benefits

A total of three separate distributions were completed: (1) Initial distribution to Undocumented Claims (April/May 2022), (2) Reissue to Undocumented Claims (August 2022) and (3) Documented Claims and remaining Undocumented Claims (December 2022).

In total, \$13,438,130.16 was distributed to 207,766 approved claimants. Only \$101,759.64 was uncashed (representing 5,601 approved claimants). This equates to less than 1% of the settlement funds distributed to approved claimants.

Of the \$101,759.64 uncashed funds paid to approved claimants, \$50,327.35 was allocated for administration fees incurred for payment reissues. For the remaining \$51,432.29, the payments stale dated November 14, 2023 and a stop payment was applied prior to the cy près distribution.

Administration Costs

The administrative costs to distribute the settlement finds, inclusive of direct notice were \$1,283,584.57.

Social media notice costs were \$74,612.53.

Arbitrator costs were \$9,129.75. The arbitrator spent some time reviewing the distribution protocol and settlement documents in anticipation of hearing appeals.

Class Counsel Fees and Disbursements

Based on the fee approval orders provided by Class Counsel (in the Ontario, British Columbia, and Quebec actions), fees, disbursements and applicable taxes in the action total \$6,768,885.71.

Amount Paid to Third-Party Funder

Class Counsel have advised that they did not obtain any third-party funding.

Remaining Settlement Funds

After all amounts paid to Settlement Class Members, Class Counsel fees and disbursements and administration fees, the remaining settlement funds totaled \$220,307.62. This consisted of:

- (a) uncashed class member payments - \$51,432.29;
- (b) reserve for taxes on administration fees added back to settlement fund – \$110,471.78;
- (c) reserve for estimated administration fees added back to settlement fund - \$28,043.42;
and
- (d) interest earned in 2023 & 2024 – \$30,360.13.

Reversion and Cy Pres Distribution

The settlements did not include a reversionary interest.

Following approval by the courts, the remaining settlement funds of \$220,307.62 was distributed as follows:

- a) \$25,335.38 to the *Fonds d'aide aux actions collectives* representing the portion of the balance attributable pursuant to the *Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives*, F-3.2.0.1.1, r.; and
- b) \$194,972.24 to Pro Bono Canada.

In April 2025, cheques were issued to the *cy près* recipient Pro Bono Canada and the *Fonds d'aide aux actions collectives*. On April 24, 2025, the *Fonds d'aide aux actions collectives* confirmed receiving the cheque. On May 13, 2025, Pro Bono Canada confirmed receiving the cheque.

The settlement fund was exhausted on May 13, 2025.

SCHEDULE A

**DISTRIBUTION PROTOCOL
IN THE MATTER OF THE CANADIAN LITHIUM ION BATTERIES (LIB) CLASS
ACTION SETTLEMENTS**

INDEX

| | |
|---|----|
| GENERAL PRINCIPLES OF THE ADMINISTRATION | 2 |
| DEFINITIONS..... | 3 |
| DISTRIBUTION OF NET SETTLEMENT AMOUNTS | 7 |
| Sample Calculation | 9 |
| Minimum Payment..... | 9 |
| Directions from the Ontario Court..... | 9 |
| THE CLAIMS PROCESS | 9 |
| Contents of the Claim Form..... | 9 |
| The Online Claim Portal | 14 |
| The Process for Filing a Claim Form..... | 15 |
| Deficiencies and Review Process | 16 |
| Adjustments to Claims Process and Extension of the Claims Filing Deadline | 17 |
| Claims Administrator’s Decision..... | 18 |
| Appeal of the Claims Administrator’s Decision..... | 18 |
| Adjustments to Appeal Process and Extension of the Appeal Deadline | 20 |
| Payment of Settlement Benefits..... | 20 |
| THE CLAIMS ADMINISTRATOR’S DUTIES AND RESPONSIBILITIES | 21 |
| Supervisory Powers of the Ontario Court..... | 21 |
| Investment of Settlement Funds..... | 21 |
| Communication, Languages and Translation | 22 |
| Undeliverable Mail | 22 |
| Fraudulent Claim Forms | 23 |
| Taxes..... | 23 |
| Reporting..... | 23 |
| Assistance to the Claims Administrator..... | 23 |
| Preservation and Disposition of Claim Submissions | 23 |
| Confidentiality | 24 |
| Schedule “A” – Related Entity Authorization | 25 |
| Schedule “B” – Third-Party Authorization..... | 26 |

GENERAL PRINCIPLES OF THE ADMINISTRATION

1. The procedures set forth herein (the “Distribution Protocol”) are intended to govern the administration of the settlement agreements entered into in the Canadian LIB price-fixing class action (the “Settlement Agreements”) with the following defendants:
 - (a) NEC Corporation and NEC Tokin Corporation;
 - (b) Samsung SDI Co., Ltd. and Samsung SDI America, Inc.;
 - (c) Sony Corporation, Sony Energy Devices Corporation, Sony Electronics, Inc., and Sony of Canada Ltd.;
 - (d) LG Chem, Ltd. and LG Chem America, Inc.;
 - (e) Toshiba Corporation, Toshiba America Electronic Components, Inc., and Toshiba of Canada Limited;
 - (f) Maxell Holdings, Ltd. and Maxell Corporation of America; and
 - (g) Panasonic Corporation, Panasonic Corporation of North America, Panasonic Canada Inc., and Sanyo Electric Co., Ltd.

(each, a “Defendant” and collectively, the “Defendants”).
2. This Distribution Protocol is intended to facilitate an equitable distribution of the Net Settlement Amounts among Settlement Class Members.
3. The administration shall:
 - (a) implement and conform to the Settlement Agreements, orders of the Courts and this Distribution Protocol;
 - (b) include the establishment and maintenance of the Settlement Website;

- (c) employ secure, paperless, web-based systems with electronic registration and record keeping wherever possible;
 - (d) rely on the LIB or LIB Products sales information provided by the Defendants wherever possible; and
 - (e) be bilingual in all respects.
4. Excluded Persons as defined in the Settlement Agreements are not entitled to the payment of settlement benefits under this Distribution Protocol.
5. Settlement Class Members seeking compensation must disclose and give credit for any compensation received through other proceedings or private out-of-class settlements in relation to their purchases of LIBs or LIB Products, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.

DEFINITIONS

6. Where a term is defined in both the Settlement Agreements and in this Distribution Protocol, the definition in this Distribution Protocol shall govern.
7. For the purpose of this Distribution Protocol:
- (a) ***Arbitrator*** means a bilingual individual designated by the Courts to determine appeals.
 - (b) ***Claims Administrator*** means the firm proposed by class counsel and appointed by the Courts to administer this Distribution Protocol and any employees of such firm.

- (c) ***Claims Filing Deadline*** means the date by which Claim Forms (and any required supporting documentation) must be postmarked or electronically submitted in order for Settlement Class Members to be considered for settlement benefits under this Distribution Protocol, which date shall be four (4) months after the first publication of the notice advising Settlement Class Members of the claims process.
- (d) ***Claim Form*** means the paper or electronic form that a Settlement Class Member must complete and submit before the Claims Filing Deadline in order to be considered for settlement benefits under this Distribution Protocol.
- (e) ***Class Period*** means January 1, 2000 to January 1, 2012.
- (f) ***Courts*** means the Ontario Superior Court of Justice and the Superior Court of Quebec.
- (g) ***Decision Notice*** shall have the meaning attributed to it in paragraph 40.
- (h) ***Direct Purchaser End Users*** are Settlement Class Members who purchased LIBs or LIB Products for their own use and not for commercial resale directly from a Defendant or an entity related to a Defendant.
- (i) ***Direct Purchaser Resellers*** are Settlement Class Member who purchased LIBs or LIB Products for commercial resale directly from a Defendant or an entity related to a Defendant.
- (j) ***Excluded Persons*** means each Defendant, the directors and officers of each Defendant, the subsidiaries or affiliates of each Defendant, the entities in which each Defendant or any of that Defendant's subsidiaries or affiliates have a

controlling interest and the legal representatives, heirs, successors and assigns of each of the foregoing.

- (k) **LIB** means a lithium-ion rechargeable battery, including battery cells and battery cells that have been assembled into packs, but excluding lithium-ion rechargeable batteries designed for use in automobiles or other vehicles.
- (l) **LIB Products** means the following products containing lithium-ion batteries: notebook computers, laptop computers, tablet computers, e-book readers, MP3 players, personal digital assistants, handheld GPS, handheld video players, cell phones or smart phones (excluding cell phones acquired as part of a cell phone service contract), and replacement lithium-ion battery packs.
- (m) **Net Settlement Amounts** mean the aggregate of the settlement amounts recovered pursuant to the Settlement Agreements, plus any costs awards and accrued interest after payment of class counsel fees as approved by the Courts and after deduction of the administration expenses and all taxes (including interest and penalties) accruable with respect to the income earned by the settlement amounts.
- (n) **Online Claim Portal** means a web-based portal created and maintained by the Claims Administrator in accordance with paragraphs 23 to 27 of this Distribution Protocol.
- (o) **Ontario Court** means the Ontario Superior Court of Justice.
- (p) **Other Purchaser End Users** are Settlement Class Members who purchased LIBs or LIB Products for their own use and not for commercial resale, from an entity that is not a Defendant or related to a Defendant. For clarity, this category

includes so-called “umbrella purchasers”, meaning persons who purchased products manufactured by non-Defendants.

- (q) ***Other Purchaser Resellers*** are Settlement Class Members who purchased LIBs or LIB Products for commercial resale, from an entity that is not a Defendant or related to a Defendant. For clarity, this category includes so-called “umbrella purchasers”, meaning persons who purchased products manufactured by non-Defendants.
- (r) ***Person*** means an individual, corporation, partnership, limited partnership, limited liability company, association, joint stock company, estate, legal representative, trust, trustee, executor, beneficiary, unincorporated association, government or any political subdivision or agency thereof, and any other business or legal entity and their heirs, predecessors, successors, representatives, or assignees.
- (s) ***Point Total*** means the value of the Settlement Class Member’s claim for the purposes of determining the Settlement Class Member’s *pro rata* share of the Net Settlement Amounts, calculated by the Claims Administrator in accordance with paragraph 12 below.
- (t) ***Settlement Agreements*** has the meaning attributed to it in paragraph 1.
- (u) ***Settlement Class Member*** means any Person in Canada who purchased LIBs or LIB Products in Canada during the Class Period, except Excluded Persons
- (v) ***Settlement Website*** means the website maintained by or on behalf of the Claims Administrator for the purposes of providing Settlement Class Members with information on the Settlement Agreements, the Distribution Protocol, and the claims process, and access to the Online Claim Portal.

DISTRIBUTION OF NET SETTLEMENT AMOUNTS

Undocumented Claims

8. Settlement Class Members may file a Claim Form in respect of one or more LIB or LIB Product without providing proof of purchase (“**Undocumented Claims**”).
9. Settlement Class Members who file Undocumented Claims will be eligible to receive the administrative minimum payment referenced in paragraph 15 (\$20). If, in the opinion of class counsel or the Claims Administrator, the value of Undocumented Claims will result in an inequitable distribution of the Net Settlement Amounts, the Claims Administrator or class counsel may seek direction from the Ontario Court.

Documented Claims

10. Settlement Class Members who wish to be eligible to receive more than the administrative minimum payment must substantiate their claim by purchase information provided by the Settlement Class Member and/or the Defendants (“**Documented Claims**”).
11. After Undocumented Claims are paid out, the remaining Net Settlement Amounts will be distributed to qualifying Settlement Class Members who filed Documented Claims. In respect of Documented Claims, a Settlement Class Member’s entitlement will be calculated *pro rata* (proportionally) based on the value of the qualifying Settlement Class Member’s Point Total as against the value of all qualifying Settlement Class Members’ Point Totals.
12. For the purposes of the *pro rata* distribution, a Settlement Class Member’s Point Total will be calculated as follows:

- (a) the number of LIB packs purchased by the Settlement Class Member will be calculated. The following values will apply:

| LIB/LIB Product | Point Value |
|---|--------------------|
| notebook computer or replacement battery | 6 |
| laptop computer or replacement battery | 6 |
| tablet computer or replacement battery | 1 |
| e-book reader or replacement battery | 1 |
| MP3 player or replacement battery pack | 1 |
| personal digital assistant or replacement battery pack | 1 |
| handheld GPS or replacement battery pack | 1 |
| handheld video player or replacement battery pack | 2 |
| cell phone/smart phone or replacement battery pack [excluding phones acquired as part of a cell phone service contract] | 1 |

- (b) To account for the position of the Settlement Class Member in the distribution chain, the following percentages will be applied to the purchases outlined in para 11(a) above:

- (i) Direct Purchaser End Users – 100%;
- (ii) Direct Purchaser Resellers – 25%;
- (iii) Other Purchaser End Users – 80%; and
- (iv) Other Purchaser Resellers – 15%.

Sample Calculation

13. If a Direct Purchaser Reseller purchased 100,000 laptop computers, the Point Total for the purpose of determining its pro rata share of the Net Settlement Amounts remaining after Undocumented Claims are paid out would be calculated as follows:

600,000 (representing 100,000 laptop computers with each having a point value of 6) x .25 (representing the categorization of the Settlement Class Member) = 150,000.

14. Assuming the value of all qualifying Settlement Class Members' Point Totals equals 10 million, this Settlement Class Member would be entitled to 0.015% (150,000/10 million) of the portion of the Net Settlement Amounts remaining after Undocumented Claims are paid out.

Minimum Payment

15. Subject to further directions of the Ontario Court, all eligible Settlement Class Members will receive a minimum payment of \$20. The \$20 valuation target is not an estimate of any damages suffered. It is a minimum administrative threshold designed to maintain a feasible economic and administrative platform for the settlement distribution.

Directions from the Ontario Court

16. In consultation with class counsel, the Claims Administrator can seek directions from the Ontario Court with respect to the distribution of the Net Settlement Amounts to ensure an equitable and cost effective distribution of the Net Settlement Amounts.

THE CLAIMS PROCESS

Contents of the Claim Form

17. The Claim Form shall require Settlement Class Members to provide the following:

- (a) name and contact information;
- (b) in respect of Undocumented Claims only, a declaration that the Settlement Class Member purchased one or more LIBs or LIB Products during the Class Period;
- (c) in respect of Documented Claims only:
 - (i) information that will allow the Claims Administrator to determine the Settlement Class Member's Point Total in accordance with paragraph 12;
 - (ii) proof of purchase consistent with paragraph 20;
- (d) disclosure about whether the Settlement Class Member or any related entity has received compensation through other proceedings or private out-of-class settlements and/or provided a release in respect of any of the Settlement Class Member's purchases of LIBs or LIB Products;
- (e) authorization to the Claims Administrator to contact the Settlement Class Member or its representative, as the Claims Administrator deems appropriate for more information and/or to review the Claim Form;
- (f) a declaration that the information submitted in the Claim Form is true and correct;
and
- (g) if the Claim Form is submitted by a related entity (i.e., a parent company claiming on behalf of a subsidiary or affiliate) or a third-party on behalf of a Settlement Class Member (i.e., a third-party claims services or a lawyer of their own choosing), the Settlement Class Member must provide a signed authorization in the form attached hereto as Schedule "A" or Schedule "B", as applicable, at the time the Claim Form is submitted.

18. The Claim Form will contain an option for Settlement Class Members to consent to the Claims Administrator retaining the information provided in the Claim Form for the purpose of filing a future claim in other price-fixing class actions, including consent to receiving correspondence and/or notices relating to other price-fixing class actions by email or direct mail.

Purchase Information Required as Part of a Documented Claim

Settlement Class Members relying on Defendant sales data

19. Where the Defendants have provided sales information in respect of a Settlement Class Member:
 - (a) the fields in the Claim Form relating to the Settlement Class Member's LIB or LIB Product purchases during the Class Period shall be automatically populated with the sales information provided by the Defendants.
 - (b) The Settlement Class Member will be given the opportunity to agree with the purchase information provided by the Defendants.
 - (c) If necessary, the Settlement Class Member may be asked for additional information to assist with the interpretation of Defendant data.

Settlement Class Members claiming for purchases not substantiated by Defendant sales data

20. Where a Settlement Class Member claims for purchases not substantiated by the Defendants' data:
 - (a) the Settlement Class Member will be required to complete all relevant fields in the Claim Form relating to the Settlement Class Member's purchases of LIB or LIB Products during the Class Period; and

(b) the Settlement Class Member will be required to provide documentary proof in any of the following forms:

(i) invoices, receipts, delivery or packing slips, purchase records, or historical accounting records; or

(ii) a declaration attesting to the units purchased, together with substantiating documentation that is acceptable to the Claims Administrator. For greater clarity,

(A) The declaration must:

(I) be sworn by the Settlement Class Member or an officer, director or employee of the Settlement Class Member. To the extent that the declaration contains information that is not within the declarant's personal knowledge, the declarant must identify the source of the information and their belief that the information is true;

(II) reflect realistic purchasing practices. Any extrapolations based on the frequency of product replacement/turnover (for example, statements such as: "The Settlement Class Member replaces employee laptops every X years...") should be supported by actual business records during or after the Class Period. If actual business records are not available, it will be assumed that the Settlement Class Member made two rounds of purchases during the Class Period;

- (III) clearly set out any data points or metrics used to calculate the Settlement Class Member's purchases of LIB or LIB Products during the Class Period; and
 - (IV) to the extent that the Settlement Class Member is extrapolating its LIB or LIB Product purchases based on purchase records for part of the Class Period or post-Class Period, the Settlement Class Member must provide the basis of the extrapolation and proof that the Settlement Class Member was fully operational during the period in which the Settlement Class Member is extrapolating its purchases.
- (B) The substantiating documentation must:
 - (I) support each of the key data points or metrics relied upon in the declaration; and
 - (II) be claimant-specific and contemporaneous with the Class Period. If contemporaneous documents are not available, more recent documents may be submitted provided that the claimant explains their relevance to the Class Period.
- (c) With respect to Settlement Class Members who substantiate their claims with a declaration pursuant to paragraph 20(b)(ii), the Claims Administrator has discretion to approve, in full or part, any claim based on its own assessment of reasonableness. As part of this assessment, the Claims Administrator can consider

the reasonableness of the Settlement Class Member's assertions, any substantiating evidence (or lack thereof) provided by the Settlement Class Member, and publicly available information. The Claims Administrator may, at its own discretion, request further information from the Settlement Class Member.

Assistance in Filing a Claim Form

21. Settlement Class Members can contact the Claims Administrator or class counsel, at no charge, with questions about how to complete a Claim Form.
22. For Documented Claims, Settlement Class Members may utilize third-party claims services, a lawyer of their own choosing, or similar services to file Claim Forms. If a Settlement Class Member chooses to use a third-party claims service, a lawyer of their own choosing, or similar services, the Settlement Class Members will be responsible for any and all expenses incurred in doing so.

The Online Claim Portal

23. The Claims Administrator shall create an Online Claim Portal that Settlement Class Members can access in order to file a Claim Form online and shall provide the necessary administration support to enable Settlement Class Members to do so.
24. The Online Claim Portal shall be accessible from the Settlement Website.
25. The Online Claim Portal shall contain fields that require the Settlement Class Member to provide all applicable information required as part of the Claim Form, in accordance with paragraphs 17 to 18 above.
26. The Online Claim Portal shall be designed so as to minimize the possibility of deficient Claim Forms.

27. The Claims Administrator shall develop procedures for tracking and recording in an electronic format the following information, as it is provided by Settlement Class Members in their Claim Forms:
- (a) names, addresses, and purchase data of the Settlement Class Members;
 - (b) supporting documents provided by Settlement Class Members as part of the claims process; and
 - (c) any other information that might be useful in the claims administration process.

The Process for Filing a Claim Form

28. Settlement Class Members will be encouraged to complete and submit a Claim Form electronically using the Online Claim Portal.
29. Where a Settlement Class Member has been identified by the Defendants, the Claims Administrator shall provide to the Settlement Class Member, in writing, by e-mail or regular mail, its personal user name and password to permit that Settlement Class Member access to the Online Claim Portal.
30. If a Settlement Class Member does not have internet access or is otherwise unable to submit a Claim Form using the Online Claim Portal, the Settlement Class Member can register over the telephone with the Claims Administrator and the Claims Administrator shall send the Settlement Class Member a hardcopy Claim Form by mail. Settlement Class Members who are corporate entities must submit a Claim Form using the Online Claim Portal.

31. Subject to paragraph 38 or further order of the Courts, all completed Claim Forms must be submitted to the Claims Administrator or postmarked no later than the Claims Filing Deadline.
32. Subject to the discretion of the Claims Administrator, claims may not be amended after the Claims Filing Deadline. For greater clarity, “placeholder claims” - meaning inaccurate and/or incomplete claims filed solely for the purpose of meeting the Claim Filing Deadline - will not be permitted.

Deficiencies and Review Process

33. The Claims Administrator shall review all Claim Forms for (or implement processes to detect) deficiencies including incomplete fields, missing documentation, out of country claims, and duplicative or fraudulent claims.
34. In addition to the above, the Claims Administrator will review a subset of claims for accuracy. Among other things, this review will determine whether the Settlement Class Member provided adequate proof of purchase in accordance with paragraph 20(b). The Claims Administrator will review:
 - (a) any claims supported by a declaration pursuant to paragraph 20(b)(ii);
 - (b) the top 15% of Documented Claims (measured by Point Total) that are not substantiated by the Defendants’ data; and
 - (c) at least an additional random selection of 10% of other Documented Claims that are not substantiated by the Defendants’ data.
35. At its sole discretion, the Claims Administrator can elect to review any claim and can reject a claim, in whole or in part, where, in the Claims Administrator’s view, the

Settlement Class Member has submitted insufficient or false information or has otherwise engaged in fraudulent conduct.

36. The Claims Administrator shall notify Settlement Class Members if their claim was identified pursuant to paragraphs 32 and/or 33 as:
- (a) including incomplete fields or missing documentation;
 - (b) potentially duplicative;
 - (c) an out of country claim;
 - (d) potentially fraudulent; and/or
 - (e) being supported by insufficient proof of purchase.
37. The Claims Administrator will provide the Settlement Class Member with instructions for remedying the issue(s) and shall provide (30) days from the date of such notice to remedy the issue(s). If the issue(s) is not corrected within the thirty (30) day period, the Claims Administrator may reject the Claim Form.

Adjustments to Claims Process and Extension of the Claims Filing Deadline

38. By agreement between the Claims Administrator and class counsel, the Claims Filing Deadline may be extended and the Claims Administrator may adjust the claims process. Class counsel and the Claims Administrator may agree to extend the Claims Filing Deadline and/or adjust the claims process if, in their opinions, doing so will not adversely affect the fair and efficient administration of the Net Settlement Amounts and it is in the best interests of the Settlement Class Members to do so.

Claims Administrator's Decision

39. In respect of each Settlement Class Member who has filed a Claim Form in accordance with this Distribution Protocol, the Claims Administrator shall decide whether the Settlement Class Member is eligible to receive settlement benefits in accordance with the Distribution Protocol and any orders of the Courts related to the Distribution Protocol.
40. The Claims Administrator shall send to the Settlement Class Member, by email or regular mail, a decision as to the approval or rejection of the claim and the determination of their Point Total (the "Decision Notice"). Where the Claims Administrator has rejected all or part of a claim (or recategorized any purchases into a different purchaser group), the Claims Administrator shall include in the Decision Notice its grounds for rejecting or recategorizing all or part of the claim.
41. The Claims Administrator's decision will be binding upon the Settlement Class Member, subject to the Settlement Class Member's right to appeal, as outlined in paragraphs 42 to 50.

Appeal of the Claims Administrator's Decision

42. Appeals must be submitted within thirty (30) days from the date of the Decision Notice.
43. The following grounds shall not be grounds for appeal:
 - (a) the Claims Administrator's refusal to accept a Claim Form postmarked or electronically submitted after the Claims Filing Deadline;
 - (b) the Claim Administrator's decisions on Undocumented Claims;
 - (c) the Claim Administrator's decision to reject a Claim Form pursuant to paragraph 37 for the failure to respond to a request for additional information; or

- (d) the structure of the Distribution Protocol, as approved by the Courts.
44. Appeals will be determined by the Arbitrator.
45. Appeals will be on the basis of written submissions, supported by the documentation provided by the Settlement Class Member as part of the claims process. Settlement Class Members are not permitted to provide any new documentation as part of the appeal. Any new documentation provided as part of the appeal will not be provided to the Arbitrator for consideration.
46. A \$150 filing fee is payable by a Settlement Class Member upon submission of a notice of appeal to the Claims Administrator. If a Settlement Class Member's claim was partially approved, the filing fee shall be deducted from the Settlement Class Member's settlement benefits. If a Settlement Class Member's claim was rejected, the Settlement Class Member will be required to pay the filing fee to the Claims Administrator by e-transfer or cheque within ten (10) days after delivering a written appeal. If a Settlement Class Member does not pay the filing fee within ten (10) days after delivering a written appeal, their appeal shall be dismissed.
47. The filing fee shall be refunded if the Arbitrator finds in favour of the Settlement Class Member.
48. The Claims Administrator must provide the Arbitrator with a copy of the documentation provided by the Settlement Class Member as a part of the claims process, the Decision Notice, and any other information that might be reasonably useful in the determination of the appeal. The Claims Administrator and class counsel may make written submissions to the Arbitrator as is reasonably necessary.

49. Notwithstanding the foregoing, the Arbitrator, acting in its sole discretion, can request oral submissions (to be provided via teleconference or videoconference, as requested by the Arbitrator) from the Settlement Class Member, Claims Administrator and/or class counsel.
50. The decision on the appeal is final and binding and shall not be subject to any further appeal or review whatsoever.

Adjustments to Appeal Process and Extension of the Appeal Deadline

51. By agreement between the Arbitrator and class counsel, the appeal deadline may be extended and the Arbitrator may adjust the appeal process. Class counsel and the Arbitrator may agree to extend the appeal deadline and/or adjust the appeal process if, in their opinions, doing so will not adversely affect the fair and efficient administration of the Net Settlement Amounts and it is in the best interests of the Settlement Class Members to do so.

Payment of Settlement Benefits

52. As soon as practicable after the claims evaluations and any appeals are completed, the Claims Administrator shall report to class counsel the particulars of the proposed distribution to each eligible Settlement Class Member.
53. The Claims Administrator shall make arrangements to pay approved claims as expeditiously as possible. Undocumented Claims may be paid out before Documented Claims.
54. For individual claimants, payments will be made by e-transfer or cheque. Where an individual Settlement Class Member elects to receive payment by cheque, \$2 will be deducted from that Settlement Class Member's payment to reflect the cost of issuing a

cheque. The online claims portal shall provide individual Settlement Class Members an opportunity to elect between payment by e-transfer or cheque and shall advise that individual Settlement Class Members who elect to receive payment by cheque will have \$2 deducted from their payment to reflect the cost of issuing a cheque. For commercial claimants, payments will be issued by cheque or, at the discretion of the Claims Administrator, wire transfer.

55. A balance will be created if the full Net Settlement Amounts are not paid out due to uncashed e-transfers or cheques, residual interest or otherwise. Subject to further Order of the Courts, the balance will be distributed as *cy pres* payment(s).
56. The *cy pres* payment(s) shall be less any amounts payable to the Fonds d'aide aux actions collectives, pursuant the *Act respecting the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c. F-3.2.0.1.1 and calculated in accordance with the Regulation respecting the percentage withheld by the *Fonds d'aide aux actions collectives*, R.S.Q. c. F-3.2.0.1.1, r. 2.

THE CLAIMS ADMINISTRATOR'S DUTIES AND RESPONSIBILITIES

Supervisory Powers of the Ontario Court

57. The Claims Administrator shall administer this Distribution Protocol under the ongoing authority and supervision of the Ontario Court.

Investment of Settlement Funds

58. The settlement amounts shall be held in a guaranteed investment vehicle, liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to or better than that of a Canadian Schedule I bank (a bank listed in Schedule I of the *Bank Act*, SC 1991, c 46) held at a Canadian financial institution.

Communication, Languages and Translation

59. Where a Claim Form is filed by a third-party claims agent or lawyer on behalf of a Settlement Class Member, unless the Settlement Class Member requests otherwise, all communications shall be made to the third-party claims agent or lawyer.
60. The Claims Administrator shall establish a toll-free number for calls from Canada.
61. The Claims Administrator shall dedicate sufficient personnel to respond to Settlement Class Members' inquiries in English or French, as the Settlement Class Member elects.
62. All written communications from the Claims Administrator to a Settlement Class Member shall be transmitted via email if an email address has been provided, or if an email address has not been provided, by regular mail.
63. In the event of any dispute as to the interpretation or application of this Distribution Protocol, only the English version shall be considered.

Undeliverable Mail

64. The Claims Administrator shall have no responsibility for locating Settlement Class Members for any mailing returned to the Claims Administrator as undeliverable.
65. The Claims Administrator shall have the discretion, but is not required, to reissue payments to Settlement Class Member returned as undeliverable under such policies and procedures as the Claims Administrator deems appropriate. Subject to the sole discretion of the Claims Administrator, payments for \$20 will not be reissued. Subject to the Claims Administrator's discretion, where a Settlement Class Member who is entitled to payment of greater than \$20 requests that payment be reissued, the cost of repayment (\$10 for e-

transfers and \$15 for cheques) will be deducted from that Settlement Class Member's settlement benefits.

Fraudulent Claim Forms

66. The Claims Administrator shall develop and implement processes to detect possible fraudulent conduct, including monitoring Claim Forms for unusual activity and multiple Claim Forms being filed from the same address and/or IP address.

Taxes

67. The Claims Administrator shall take all reasonable steps to minimize the imposition of taxes upon the Net Settlement Amounts and shall pay any taxes imposed on such monies out of the Net Settlement Amounts.

Reporting

68. The Claims Administrator shall provide regular reports to class counsel regarding the administration.
69. The Claims Administrator shall provide any reports requested by the Courts.

Assistance to the Claims Administrator

70. The Claims Administrator shall have the discretion to enter into such contracts and obtain financial, accounting, and other expert assistance as are reasonably necessary in the implementation of the Settlement Agreements and this Distribution Protocol, provided that related expenses are paid out of the Claims Administrator's fees or approved by the Courts in advance.

Preservation and Disposition of Claim Submissions

71. Subject to paragraph 73, the Claims Administrator shall preserve, in hard copy or electronic form, as the Claims Administrator deems appropriate, Claim Forms,

documents relating to the Claim Forms, and documents relating to the claims administration, including customer and sales information provided by the Defendants, until three (3) years after this action is finally resolved and all settlement monies or court awards have been paid out to Settlement Class Members, and at such time shall destroy such documents by shredding, deleting, or such other means as will render the materials permanently illegible.

Confidentiality

72. All information received from the Defendants or the Settlement Class Members is collected, used, and retained by the Claims Administrator pursuant to the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*, SC 2000 c 5 for the purposes of administering the Distribution Protocol, including evaluating the Settlement Class Member's eligibility status under the Distribution Protocol. The information provided by the Settlement Class Member is strictly private and confidential and will not be disclosed without the express written consent of the Settlement Class Member, except in accordance with the Distribution Protocol and/or orders of the Courts.

73. If a Settlement Class Member consents, information respecting a Claim Form filed by that Settlement Class Member may be preserved and used by the Claims Administrator in the future administration of settlement agreements relating to alleged price-fixing of other electronic components. The information shall continue to be treated as strictly private and confidential and subject to the protections of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*, SC 2000 c 5.

SCHEDULE “A” – RELATED ENTITY AUTHORIZATION

This Schedule is to be completed only if the Claim is being submitted by a parent company on behalf of a subsidiary or affiliate.

Contact Information for Person completing this authorization:

| | |
|-----------------|--|
| Name: | |
| Title/Position: | |
| Address: | |
| Email: | |
| Phone: | |

I _____ [*name of Settlement Class Member*]
authorize _____ [*name of representative*] to file
a Claim in the Canadian LIB Price-Fixing Class Action Distribution on my behalf.

I understand that all communications relating to the Claim will be directed towards my representative and that any resulting payment will be issued to my representative.

DATED at _____ [*city*], in the Province of
_____, this ____ day of _____, 20____.

Name

Signature

I have the authority to bind the corporation

SCHEDULE “B” – THIRD-PARTY AUTHORIZATION

This Schedule is to be completed only if the Claim is being submitted on behalf of a Settlement Class Member by a representative (including a third-party claims service or lawyer of their own choosing).

Contact Information for Person completing this authorization:

| | |
|-----------------|--|
| Name: | |
| Title/Position: | |
| Address: | |
| Email: | |
| Phone: | |

I, _____ [*name of Settlement Class Member*] authorize _____ [*name of representative*] to file a Claim in the Canadian LIB Price-Fixing Class Action Distribution on my behalf.

I understand that the claims filing process was designed to enable Settlement Class Members to file Claims without the assistance of an agent and that the Settlement Class Member can contact the Claims Administrator at no charge to ask questions about the claims filing process.

I have reviewed the information to be submitted by my representative as part of the Claim Form, including the quantum of my LIB and LIB Product purchases. I understand that my representative will be claiming for the following purchases of LIBs and LIB Products:

| LIB/LIB Product | Number of Units Purchased |
|--|----------------------------------|
| notebook computer or replacement battery | |
| laptop computer or replacement battery | |
| tablet computer or replacement battery | |
| e-book reader or replacement battery | |
| MP3 player or replacement battery pack | |
| personal digital assistant or replacement battery pack | |

| | |
|---|--|
| handheld GPS or replacement battery pack | |
| handheld video player or replacement battery pack | |
| cell phone/smart phone or replacement battery pack [excluding phones acquired as part of a cell phone service contract] | |

I can attest based on personal knowledge that the information to be submitted by the representative, including the total purchases claimed, accurately reflects the my business records.

I understand that all communications relating to the Claim will be directed towards my representative and that any resulting payment will be issued to my representative.

DATED at _____ [city], in the Province of _____, this _____ day of _____, 20_____.

Name

Signature

I have the authority to bind the corporation